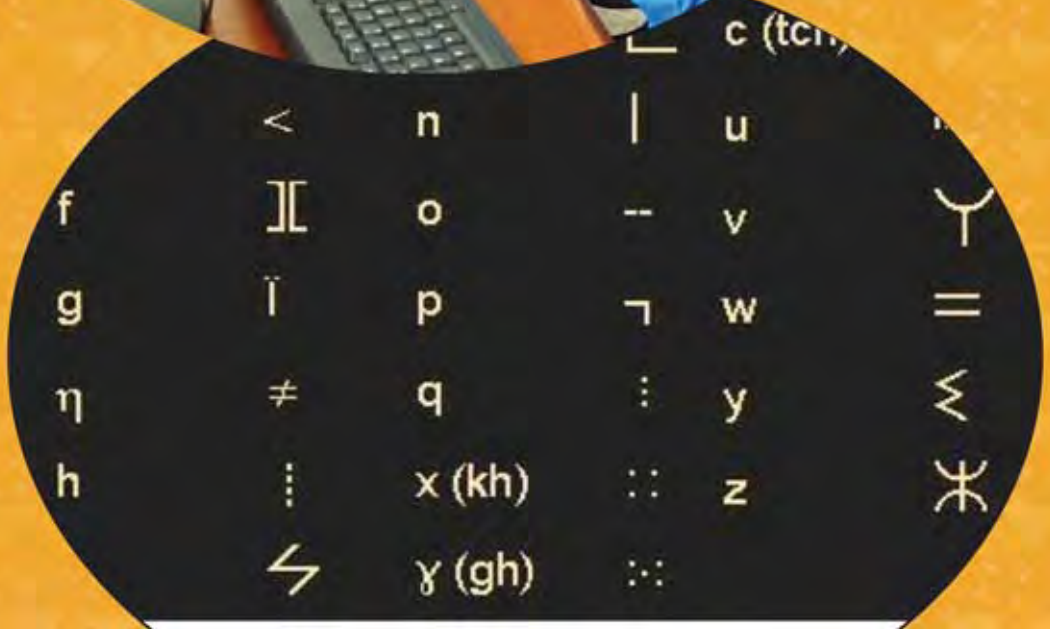
Kibare

Journal de l'Education Non Formelle et de l'Alphabétisation

Version en Français

N° 10
Décembre 2016



L'écriture des Touareg, le Tifinagh, l'une des plus anciennes d'Afrique et du monde

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF)

Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)

11 BP 692 Ouagadougou
CMS 11 - Burkina Faso
Tél. : +226 25 36 58 45

www.gtenf.org

EDITORIAL

Le présent Kibaré parait à la veille de la Triennale de 2017 de l'ADEA qui se tiendra du 15 au 17 mars à Marrakech, Royaume du Maroc. Dans le souci de familiariser davantage ses lecteurs avec l'éducation non formelle telle qu'elle se pratique dans cette partie de l'Afrique sahélo-saharienne, le GTENF publie une série d'articles sur les pratiques d'éducation non formelle propres à la sous-région sahélo-saharienne et maghrébine.

Il s'agit en particulier de l'éducation traditionnelle en zones touareg, notamment au Mali et en Mauritanie, des programmes du non formel en usage au Maroc en faveur des groupes défavorisés et le développement de réseaux virtuels visant à renforcer les capacités des responsables des programmes ciblant ces jeunes.

C'est dans ce dernier cadre que le GTENF a entrepris d'identifier, récompenser et promouvoir, à travers un concours, des jeunes vulnérables qui ont refusé de baisser les bras et qui ont pris des initiatives significatives pour « s'en sortir ». Les gagnants de ce concours ont reçu des prix des mains des représentants du Ministère d'Éducation nationale, de l'Unicef, de l'APENF et du GTENF.

La coordination du GTENF voudrait profiter de cette occasion pour souhaiter une excellente année à tous les membres du réseau GTENF, à l'ensemble de ses lecteurs et à la grande famille de l'ADEA. Elle formule le vœu que la Triennale de Marrakech de mars 2017 contribue efficacement à la résolution des défis éducatifs persistants qui se posent à l'Afrique et à l'identification de stratégies idoines pour les laisser-pour comptes de l'éducation formelle. Puisse cette Triennale marquer un renouveau pour « notre ADEA ».

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Chères lectrices, chers lecteurs,
« Kibare » qui signifie « aux nouvelles ! » dans plusieurs langues ouest africaines a été créé par le GTENF pour servir de lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et promouvoir la vision holistique de l'éducation. Il s'inscrit dans la dynamique du nouveau changement de paradigmes qui guide les interventions de l'ADEA depuis la Triennale de Ouagadougou.

Vos avis et commentaires permettront d'améliorer le contenu et la forme de « Kibare ».
Ibrahima Bah-Lalya, Coordonnateur GTENF/ADEA

Kibare vous propose les rubriques suivantes :

Editorial.....p3
1. A propos du GTENF.....p4
2. Activités du GTENF.....p5
3. Nouvelles des GT/ des pays et des partenaires.....p11
4. Publications p21
5. Dernières nouvelles.....p25

Le GTENF de l'ADEA

Le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF) est l'un des groupes de travail de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA).

Il a été mis en place en 1996 à Dakar par les ministères africains d'éducation et de formation, les agences de développement s'investissant en éducation et d'autres partenaires du public et du privé. Sa vision est « *Que soit une réalité en Afrique l'exercice effectif du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous, dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, au service du développement des individus et de leurs collectivités, en conformité avec les engagements internationaux et sous régionaux* ».

Au départ, le groupe avait pour ambition d'étudier la nature et l'impact des formes variées d'éducation offertes hors du cadre scolaire pour les enfants non scolarisés, les enfants déscolarisés, les adolescents et les adultes.

Progressivement ces objectifs ont été élargis de manière à mieux contribuer au développement de l'éducation en Afrique. L'éventail de ses interventions a été aussi étendu vers cinq directions principales :

- Le développement au niveau continental, d'une plateforme d'échanges sur le non formel;
- L'identification et la diffusion d'initiatives porteuses sur le non formel;
- Le renforcement des capacités des prestataires du non formel;
- La consolidation des partenariats entre le public et le privé;
- Le renforcement des capacités des prestataires du non formel et de la société civile en général;
- La contribution à la mobilisation des ressources, notamment financières.

2. ACTIVITES DU GTENF

Le Ministère de l'éducation nationale burkinabè accorde une audience au GTENF

Dans le cadre du partenariat GTENF et Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA), une audience a été accordée le 31 août 2016 au Coordonnateur du GTENF par le Secrétaire Général du MENA assisté de son Conseiller Principal. L'ordre du jour comportait 5 points à savoir (1) l'évaluation externe de la Revue par les pairs Burkina Faso, (2) le soutien du GTENF à l'introduction en éducation de base de la préprofessionnalisation; (3) le lancement de l'étude sur les meilleures pratiques du Burkina Faso sur le continuum éducatif; (4) la participation du MENA à la Triennale de l'ADEA de Marrakech 2017 ; et (5) l'organisation d'un concours sur les jeunes vulnérables.

Le Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, Dr Yombo Paul Diabouga, a exprimé la disponibilité du MENA à construire un partenariat solide avec le GTENF (Crédit photo: internet)

En guise d'introduction, le coordonnateur du GTENF a, pour une fois de plus, exprimé la gratitude de l'ADEA à l'endroit du Burkina Faso, du MENA et de l'APENF pour leur extraordinaire hospitalité vis-à-vis de sa structure qu'ils hébergent depuis bientôt une décennie. Ensuite se sont engagés des discussions très constructives entre les deux parties. A la suite de celles-ci, un consensus s'est dégagé sur les points inscrits à l'ordre du jour. Le MENA a exprimé sa disponibilité à accueillir la consultante chargée de l'évaluation de la revue par les pairs et les dispositions nécessaires seront prises à cet effet. Il a par ailleurs manifesté son intérêt pour la conduite de deux études, l'une sur l'introduction de la préprofessionnalisation dans le curriculum et l'autre sur la documentation des meilleures pratiques concernant le continuum. Pour rappel, ces études avaient été recommandées par la revue par les pairs dont le mandat était de contribuer à la réflexion en cours sur (1) la pertinence des nouvelles orientations du curriculum, (2) l'arrimage entre le formel et le non formel et (3) l'introduction de la préprofessionnalisation.

En ce qui concerne la préparation de la Triennale, le GTENF a remercié le MENA pour sa contribution à la préparation du dossier du Sous-thème 3 qui a été discuté à Luanda. Au nom de l'ADEA, le GTENF a insisté sur le rôle essentiel qu'il est attendu du Burkina pour la préparation de la rencontre de Marrakech. Le MENA a en effet une solide expérience pour l'organisation des triennales dont l'ADEA peut profiter. Invite a donc été faite pour la participation du Burkina à cette rencontre continentale.

Les maternelles constituent une étape essentielle pour une scolarisation réussie des jeunes africains

Pour ce qui est du concours sur les jeunes vulnérables, le GTENF a sollicité auprès du Ministère, sa contribution pour une large diffusion de l'information et pour sa participation à l'attribution des prix aux lauréats.

Le SG a désigné son conseiller technique, Mr Issa GANDEMA, pour servir de point focal pour tout ce qui concerne la collaboration entre son

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Ministère et l'ADEA. Il a conclu en rappelant l'excellence de la coopération entre les deux structures. Il a estimé qu'il est important de « se donner des idées » entre collègues et de réfléchir ensemble sur les voies et moyens à mettre en motion pour réaliser concrètement ces idées. Le GTENF a su harmonieusement s'intégrer dans toutes les initiatives prises par le MENA pour le meilleur intérêt du jeune burkinabè. Il est un véritable membre de la famille.

Un cireur devenu chef d'entreprise est primé par le Programme sur les jeunes vulnérables

Le GTENF, à travers son programme Zankey Faba, a initié un concours international à l'intention des jeunes vulnérables qui innovent « pour s'en sortir ». L'idée était d'utiliser ces créateurs pour inspirer d'autres jeunes, créer une ambiance positive autour des jeunes vulnérables et susciter un engouement. Le thème retenu pour ce concours était : « *Cherchons des histoires de vie de jeunes vulnérables qui innovent dans les villes africaines* ».

Après délibération, les membres du jury ont procédé à la déclaration des résultats du jeu concours sur les jeunes vulnérables (Crédit photo : I. B-L)

Le GTENF offrait ainsi une tribune d'expression pour partager des expériences originales de tous ces jeunes qui avaient refusé de baisser les bras et qui étaient arrivés à bout de l'adversité. Le concours était ouvert aux ressortissants des pays africains ayant de bonnes pratiques ou d'expériences à présenter sur les jeunes. Il concernait en particulier ceux qui étaient déjà actifs dans le réseau Zankey Faba et qui provenaient de pays tels que le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Ghana, le Nigéria, le Bénin, la Mauritanie, le Cap Vert et le Zimbabwe.

Pendant deux mois (Août et septembre 2016), les jeunes ont eu à rivaliser sur des expériences, les plus innovantes les unes que les autres, concernant des jeunes qui sont arrivés à trouver des solutions à l'adversité : vendeurs ambulants, filles de ménages, petits artisans de l'informel, autres domaines qui leur donnent de l'espace pour s'exprimer et réussir. Ces jeunes ont proposé des recueils d'écrits, des vidéos, des montages d'images pour soutenir et illustrer leurs innovations.

Ces documentaires serviront, par la suite, à alimenter la plateforme du réseau virtuel africain des jeunes vulnérables. De nombreux lots dont des certificats de participation internationale, des ordinateurs portables, des appareils photos et des lampes solaires faisaient partie des récompenses.

Les représentants de l'UNICEF (micro en main) et du Ministère d'éducation du Burkina (MENA) ont bien voulu marqué, par leur présence leur soutien aux jeunes vulnérables et au concours qui leur a été dédié par le GTENF (Crédit photo : I. B-L)

20 œuvres reçues par le comité d'experts

Dans le cadre de ce concours, le GTENF a reçu 20 œuvres en provenance aussi bien du Burkina Faso que d'autres pays africains. A l'issue de la délibération qui s'est tenue lors de l'atelier de formation organisé en octobre 2016, à Ouagadougou, c'est le candidat du Burkina Faso, Mr Aziz Abdoul Sawadogo qui a remporté le premier prix. En effet, Mr Sawadogo avait créé une société ECIMOD pour le cirage et le travail du cuir, société qui lui avait permis non seulement de s'épanouir professionnellement, mais d'employer plusieurs autres jeunes vulnérables à Ouagadougou. Aujourd'hui, c'est un chef d'entreprise qui s'est reconverti avec succès dans la confection des outils de collecte d'ordures ménagères et qui emploie une vingtaine de travailleurs dont des jeunes qui avaient été vulnérables avant de rencontrer Mr Sawadogo qui est un exemple de combativité et de réussite pour les autres jeunes.

Le cireur devenu chef d'entreprise, Mr Sawadogo, recevant son prix des mains du Coordonnateur du GTENF (Crédit photo : I. B-L)

C'est essentiellement pour cette raison que le comité de sélection a salué son initiative et lui a décerné le premier prix, un ordinateur portable de haut standing. Le 2ème prix a été attribué à IQRA, une association qui se consacre aux enfants des foyers coraniques. IQRA avait proposé une vidéo sur un atelier de couture monté par une jeune femme issue de ces foyers. Cet atelier avait permis à son initiateur non seulement d'avoir un revenu stable mais d'offrir de l'emploi à d'autres jeunes filles. Le troisième prix est revenu à un groupe du village de pasteurs transhumants peulh, Hoggo Sambowel qui s'est spécialisé dans la formation et l'insertion socio-professionnelle.

Les jeunes vulnérables sont souvent exposés à des travaux préjudiciables à leur épanouissement. Zankey Faba se préoccupe de resoudre ce problème (Crédit photo : I-BL)

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

En plus de ces trois, le GTENF a décerné, comme prix d'encouragement, des petites lampes solaires à tous les participants.

Pour l'ADEA et ses partenaires qui sont à la base de ce concours, le plus important était de mettre en valeur la capacité de jeunes vulnérables à faire confiance en eux-mêmes, à faire face - à l'adversité et à gagner grâce à leurs savoirs, leurs ingéniosités et leurs sens des affaires. Un proverbe nigérien ne dit-il pas : « *Quand on est pauvre, le savoir et l'ingéniosité sont des armes qui permettent de se réaliser* ».

Le GTENF renforce les capacités des membres du réseau sur les jeunes vulnérables, Zankey Faba

Un atelier régional a été organisé par le GTENF du 6 au 8 septembre 2016, à Ouagadougou, et autour du thème « *stratégie de redynamisation du réseau Zankey Faba sur les jeunes vulnérables* ». Y ont participé les points focaux du Benin, du Burkina Faso, du Ghana, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal. L'ouverture de l'atelier a été présidée par le coordonnateur du GTENF.

Mme Angela Owusu-Boampong de l'Institut de l'UNESCO pour l'Apprentissage tout au long de la vie (UIL), lors d'une visite, à Ouagadougou, à la Coordination du programme sur les jeunes vulnérables (Crédit photo : I. B-L)

Au cours des travaux, les participants ont axé leurs réflexions sur trois axes : le recensement des bonnes pratiques en matière d'éducation pour les groupes défavorisés, la révision des plans d'action/pays en faveur des jeunes vulnérables et l'amélioration de la communication au sein du réseau Zankey Faba.

En vue de réussir l'organisation du concours, le GTENF a initié une formation portant sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication au profit des points focaux du réseau Zankey Faba et représentants d'organisations. Au nombre des défis à relever, figurait la méconnaissance de l'utilisation de la plateforme Zankey Faba par les participants. C'est fort de ce constat que l'équipe a profité pour former les participants à des modules portant sur la présentation de la plateforme virtuelle Zankey Faba et l'utilisation des réseaux sociaux.

Le consultant du GTENF sur les jeunes vulnérables, Dr Sylvestre Ouédraogo, lors de l'atelier de redynamisation des points focaux des pays membres du réseau (Crédit photo : I. B-L)

Cette préoccupation a été levée au cours de la formation à l'utilisation de Facebook. Sur l'utilisation de ce réseau social, les participants ont été formés sur les différents paramétrages de sécurité informatique ; la participation à l'animation du réseau sur Facebook. Des propositions ont été faites pour améliorer la communication au sein du réseau et pour l'intégration de Zankey Faba dans les réseaux sociaux qui sont plus fréquemment utilisés par le public cible. Il a été aussi retenu de renforcer l'interactivité entre les forums du réseau sur les jeunes vulnérables pour une meilleure appropriation des activités. Il a été aussi demandé de mettre à jour les plans d'action des pays en se basant sur le plan du Sénégal et sur le modèle utilisé par l'ADEA. Les nouveaux plans seront envoyés au GTENF dans 45 jours pour une revue et éventuels inputs.

2. ACTIVITES DU GTENF

Photo de famille à l'issue de l'atelier de redynamisation du réseau Zankey Faba (Crédit photo : I. B-L)

Les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer la confidentialité dans la communication au sein du réseau afin de mettre les contributeurs aux forums très à l'aise. Il a été aussi mandaté aux points focaux des pays de recenser les informations utiles et contribuer à la vulgarisation de ces bonnes pratiques à travers la plateforme de Zankey Faba. C'est sur une note de satisfaction que les participants se sont quittés.

Un café de presse pour partager les résultats des revues par les pairs au Burkina et au Congo

Le GTENF a partagé, les résultats des revues par les pairs des systèmes éducatifs burkinabè et congolais, au cours d'un café de presse tenu à Ouagadougou le 9 décembre. Acteurs du système éducatif et institutions d'appuis y ont également pris part. L'évènement a eu lieu sous le patronage du Secrétariat Général du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina (MENA) qui était représenté par Mr Ibrahima Sanou, accompagné du coordonnateur du GTENF, Pr. Ibrahima Bah-Lalya.

Soucieux de l'amélioration continue de la qualité de leurs systèmes éducatifs, le Congo et le Burkina Faso avaient, en effet, décidé de solliciter un accompagnement technique et financier de l'ADEA pour conduire des revues de leurs systèmes éducatifs respectifs par des pairs nationaux et internationaux.

Au Burkina, le thème de cette revue a porté sur « *l'amélioration de la qualité de l'éducation de base, en lien avec les choix stratégiques du PDSEB, de la décentralisation et du continuum* ». Au Congo, il a été plutôt décidé de se focaliser sur une « *revue des programmes liés aux objectifs de l'EPT est des OMD* », avec une attention particulière à accorder à la formation des enseignants.

Les autorités des deux pays ont validé les rapports issus des deux revues lors de deux ateliers, l'un tenu à Koudougou en 2015 et l'autre, à Brazzaville, avec l'assistance de spécialistes des questions d'éducation.

Au cours du café de presse, le représentant du Secrétariat Général du MENA, a déclaré que la diffusion du contenu des revues est une opportunité pour les enrichir à travers les contributions des différents participants. C'est

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

pourquoi il a alors formulé le vœu que les conclusions soient à la hauteur des attentes.

Le Coordonnateur du GTENF, a soutenu le caractère original des différentes revues qui ont été realisées essentiellement par des pairs africains. Tout en exprimant son satisfecit quant aux résultats obtenus, il a souhaité l'africanisation des programmes éducatifs.

L'une des forces de la revue par les pairs est d'octroyer un rôle prépondérant aux pairs nationaux qui seraient, plus tard, chargés des mises en œuvres des recommandations. Ici, le responsable burkinabè des pairs nationaux, Séni Ouédraogo face aux journalistes (Crédit photo : I. B-L)

Ces revues comprennent, chacune, deux parties dont une autoévaluation du pays et un rapport international comprenant les constats majeurs sur les deux systèmes éducatifs. Des recommandations y sont également formulées en vue d'améliorer les performances des systèmes éducatifs. Tout en appréciant le contenu des revues, les participants ont formulé des recommandations en vue de mieux orienter les décideurs dans la mise en œuvre des politiques éducatives.

Une nouvelle Chargée de programme au GTENF pour redynamiser le programme « Zankey Faba » sur les jeunes vulnérables et animer le bulletin Kibaré

2017 est pleine de défis à relever pour le GTENF. C'est pourquoi, à l'entame de cette nouvelle année, il s'est attaché les services d'une Chargée de Programme en vue de redynamiser le réseau de jeunes vulnérables « Zankey Faba », Madame Aminata Nacoulma.

La nouvelle Chargée de Programme, Mme Aminata Nacoulma, vient pour renforcer la mise en œuvre des activités du GTENF (Crédit photo : I. B-L)

Madame Nacoulma, est linguiste de formation et spécialiste en communication. Elle a sérieusement œuvré dans le domaine de l'éducation non formelle au Burkina et dans la bande sahélo-saharienne. Elle entend, avec l'appui de l'ensemble du GTENF et de ses partenaires, en particulier Mr Ladji Traoré, un stagiaire nouvellement recruté au GTENF, utiliser cette formation et cette expérience professionnelle pour donner un nouveau souffle au réseau sur les jeunes vulnérables, le « Zankey Faba ».

Zankey Faba est un outil d'information et de communication initié par le GTENF et avec l'appui de ses partenaires y compris la DDC, l'UIL et la Coopération canadienne. Il vise à partager les meilleures pratiques en matière de développement des compétences nécessaires à une intégration socioprofessionnelle des jeunes africains qui se sont retrouvés en situation de vulnérabilité.

Mme Nacoulma s'occupera aussi du bulletin Kibaré, des études sur les savoirs endogènes et d'autres activités spécifiés dans son cahier de charges.

3. NOUVELLES DES GROUPES DE TRAVAIL PAYS ET DES PARTENAIRES

En conclusion de la revue par les pairs, l'Angola met l'éducation au centre des priorités

Après le Burkina Faso, le Gabon, l'Ile Maurice, le Nigeria, la République du Congo, c'est au tour de l'Angola à être programmé pour une revue par les pairs selon l'approche ADEA. Après une première visite en juillet 2015, des pairs internationaux se sont rendus à Luanda pour une visite de terrain du 22 octobre au 6 novembre 2016, sur invitation du gouvernement de ce pays.

Le Ministre de l'éducation nationale de l'Angola, Dr. Narciso Damasio dos Santos Benedito, entouré de ses deux Secrétaires d'État, lors de la séance de restitution des résultats de la revue par les pairs. (Crédit photo : I. B-L)

La mission était composée d'éminents chercheurs et professionnels en provenance du Burkina Faso, du Ghana, de la Guinée, du Kenya, du Niger et du Togo. Comme l'a souligné Dr. Narciso Damasio dos Santos Benedito, lors de la première visite des pairs internationaux aux autorités angolaises, la mission avait pour mandat de passer en revue les performances du système éducatif angolais avec une attention particulière sur (1) la formation des enseignants, (2) la formation des encadreurs pédagogiques, (3) l'éducation en faveur des groupes désavantagés, (4) la qualité de l'éducation, (5) le matériel didactique.

En collaboration avec les pairs nationaux, les missionnaires ont visité des établissements d'éducation et de formation de 14 municipalités reparties en 5 provinces choisies par la partie angolaise : Bengo, Iuge, Kuanza Sul, Luanda et Namibe.

Le Vice-ministre de l'éducation de l'Angola, chargé de la formation professionnelle, Dr. Narciso Damasio dos Santos Benedito, un acteur clé pour l'organisation de la revue par les pairs en Angola. (Crédit photo : I. B-L)

Ces visites ont été des occasions de suivre des cours, passer en revue les infrastructures et les équipements scolaires, s'entretenir avec les élèves et les apprenants adultes, discuter avec les maitres, et s'entretenir avec l'encadrement scolaire à des niveaux variés. De retour à Luanda, les missionnaires ont eu une séance de débriefing avec le Ministre de l'Education nationale, accompagné des deux Secrétaires d'État et de l'ensemble des cadres du Ministère.

Les infrastructures sont des conditions indispensables pour un bon apprentissage, ici une salle de classe bien équipée de la province de Bengo (Crédit photo : I. B-L)

Lors de cette séance de débriefing, les conclusions de la mission ont été présentées par le coordonnateur de la revue par les pairs, Prof. Bah-Lalya qui a souligné les principaux défis et opportunités constatés sur le terrain. Ensuite, il a été présenté les recommandations des pairs internationaux pour améliorer les performances du système dans les six domaines sur lesquelles devait porter la revue. Mr. Jean

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Mary A. Byll Cataria, ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA, consultant principal de la revue a complété cette présentation, avant de passer la parole aux experts qui chacun dans son domaine a présenté les constats sur le terrain et formulé des suggestions pour améliorer le système. Suite à ces différentes présentations des débats très nourris ont été engagés entres pairs nationaux et internationaux et avec les responsables éducatifs.

Le système éducatif angolais s'est particulièrement préoccupé de fournir des équipements et du matériel de qualité à l'ensemble de ses écoles et centres de formation. Ici, un atelier d'électronique d'une école professionnelle dans la province de Namibe (Crédit photo : I. B-L)

Une attention particulière à la parité genre a été constatée par la revue par les pairs en Angola. Ici des jeunes filles au cours d'un travail de groupe dans une école provinciale (Crédit photo : I. B-L)

Pour conclure Son Excellence le Ministre de l'éducation de l'Angola Dr. Pinda Simao a souligné que : "la *mission de l'ADEA a abattu un excellent travail qui va contribuer à la paix et à l'harmonie en Angola. La profondeur des observations de l'équipe des pairs indique qu'elle a fait un excellent travail. Il y a eu un réel dialogue de famille. Comme si bien suggéré, nous continuerons à édifier des zones libres d'analphabétisme, à chercher un meilleur équilibre entre les régions, à opérer à la révolution qualitative de l'enseignement, à renforcer la formation des professeurs qui est le garant de cet enseignement de qualité, à renforcer la capacité des personnels d'encadrement. Bref, l'Angola est un vaste chantier où tout est prioritaire alors que les ressources sont limitées. Mais nous nous assurerons que l'éducation est au centre des priorités».*

La re-scolarisation est une priorité pour l'Angola qui a connu deux longues guerres. C'est ce qui explique l'effort considérable du Gouvernement en faveur des enfants à besoins éducatifs spéciaux (Crédit photo : I. B-L)

C'est sur cette note très encourageante que s'est achevée la mission de terrain de la revue par les pairs en Angola. Il appartient, à présent aux parties de tout mettre en œuvre pour transcrire ses recommandations en politiques et en pratiques à la hauteur des enjeux de ce pays aux énormes potentialités mais dont les dernières décennies ont été profondément marquées par deux guerres civiles douloureuses et une chute vertigineuse des cours du pétrole qui risque de remettre en cause certains acquis d'une paix chèrement conquise.

3. NOUVELLES DES GROUPES DE TRAVAIL PAYS ET DES PARTENAIRES

Photo de famille avec Leurs Excellences les ministres d'éducation de l'Angola et les membres de l'équipe des pairs internationaux (Crédit photo : I. B-L)

Le bilan des préparatifs de la Triennale 2017 passé en revue au Forum du Caire

Un forum continental a été organisé au Caire, 22 et 23 Novembre 2016, sous le haut patronage du Ministre égyptien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Professeur Ashraf El Shihy et de la Secrétaire Exécutive de l'ADEA Mme Oley Dibba-Wadda. La rencontre avait pour but de faire un dernier bilan des préparatifs de la Triennale de l'ADEA avant la dernière ligne droite. Il s'agissait en particulier de présenter, discuter et valider les produits analytiques des rencontres sous régionales, ainsi que les rapports synthétiques des quatre sous-thèmes et le premier draft de rapport de la Coordination générale de la Triennale. L'occasion devait être aussi mise à profit pour examiner la situation du financement de la Triennale et pour revoir les calendriers provisoires aussi pour l'achèvement des préparatifs que pour la tenue de la Triennale proprement dite.

Les pyramides de Gizeh étaient une source d'inspiration pour la rencontre du Caire consacrée au bilan des préparatifs de la Triennale centrée sur la « Revitalisation de l'éducation dans la perspective du Programme universel 2030 et de l'Agenda africain 2063». (Crédit photo : I. B-L)

Y ont participé des ministres responsables de haut niveau chargés de l'éducation de l'Angola, du Botswana, du Burkina Faso, du Burundi, de l'Égypte, du Kenya, du Libéria, de Maurice, de la RDC, du Sénégal, et du Rwanda. Parmi les partenaires présents à la rencontre il y avait des représentants de la BAD, d'Africa 2.0, de la Commission de l'Union africaine, du CIEP, de la CONFEJES, de GESCI, du GPE, de l'OIF, de l'UNESCO, de l'UNICEF), de la JICA, de la Corée du Sud, ainsi que des chercheurs et universitaires de renom.

La cérémonie inaugurale a été marquée par le discours du Ministre égyptien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui a souligné le rôle fondamental de l'ADEA dans la promotion de l'éducation et de la formation en Afrique. Il a particulièrement souligné l'importance pour les jeunes africains de recevoir une éducation de meilleure qualité pour contribuer au développement et pour lutter efficacement contre les fléaux qui gangrènent l'Afrique dont le terrorisme.

Les responsables du sous-thème III de la Triennale 2017 en plein échange au forum du Caire (Crédit photo : I. B-L)

En réponse, la Secrétaire exécutive de l'ADEA, a exprimé tout l'honneur pour l'ADEA d'organiser cette réunion en Egypte, berceau de l'une des plus grandes civilisations de l'humanité. Elle a remercié, au nom des représentants des pays africains présents, le Gouvernement égyptien pour avoir accueilli cet événement de portée

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

continentale et qui constitue la dernière étape avant Marrakech 2017.

Parmi les résultats de travaux analytiques qui ont été discutés lors de ce forum il y avait la synthèse du Sous-thème 3 de la Triennale sur la « **mise en œuvre de l'éducation pour la culture, le panafricanisme et l'intégration continentale** ». Celle-ci a été présentée par Pr. Ibrahima Bah-Lalya, Coordinateur du Groupe de travail de l'ADEA sur l'Éducation Non Formelle (GTENF). Elle est le produit d'un effort de groupe, dans le cadre de la « co-construction » recommandée par les organisateurs de la Triennale.

Le Forum du Caire a été rehaussée par la présence du Ministre de l'Éducation de l'Egypte, Son Excellence Professeur Docteur Ashraf El Shihy, en compagnie de la Secrétaire Exécutive de l'ADEA, Mme Oley Dibba-Wadda (Crédit photo : I. B-L)

Compte tenu de la diversité des écoles de pensée qui se sont consacrées à la renaissance culturelle africaine et à l'intégration continentale, cette synthèse tente, en premier lieu, de faire un examen succinct des concepts majeurs liés à la thématique. Ensuite, elle établit un diagnostic des bonnes pratiques liées à la thématique et procède à une analyse à partir de laquelle des leçons sont tirées. Cette démarche a permis d'identifier des recommandations solides à l'intention des responsables d'éducation en Afrique intéressés à intégrer les dimensions culturelles et panafricanistes dans le Curriculum dans le but de contribuer à une intégration continentale réussie et durable (Pour plus d'information visiter les sites du GTENF et de l'ADEA).

Le Coordonnateur général de la Triennale 2017 de l'ADEA, M. Mamadou Ndoye, Ancien Ministre de l'Education du Sénégal et Ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA, a présenté aussi un état des lieux de l'Education en Afrique dans le cadre de la thématique générale de la Triennale intitulée : « **Revitaliser l'éducation dans la perspective du Programme Universel 2030 et l'Agenda 2063 pour l'Afrique** ».

M. Mamadou a observé en particulier que plusieurs systèmes éducatifs africains sont confrontés à de sérieuses difficultés provenant essentiellement de l'histoire de l'éducation en Afrique et de certains choix de politiques éducatives discutables qui ont favorisé le développement de systèmes éducatifs extravertis, pyramidaux, élitistes, basés sur la mémorisation et trop centralisés. Au résultat, l'école est devenue un ilot de savoir qui est isolé de la communauté de base et l'université une tour d'ivoire insensible aux préoccupations réelles du monde du travail environnant.

Photo de famille à l'issue des travaux du Caire sur la Triennale (Crédit photo : I. B-L)

Il a soutenu que pour se sortir cette situation il faudrait plutôt entretenir une démarche basée sur une approche holistique, intersectorielle, systémique ; contextualisée, interactive avec les milieux environnants pour construire des sociétés apprenantes. Il s'agira dans le cadre de cette triennale identifier les bonnes pratiques qui vont dans le sens de cette démarche.

3. NOUVELLES DES GROUPES DE TRAVAIL PAYS ET DES PARTENAIRES

Le Forum du Caire s'est achevé par une proposition de feuille de route pour Marrakech 2017 et par un examen de la situation des levées de fonds pour soutenir cette Triennale. Le Forum a été aussi une occasion de se ressourcer dans la Vallée des rois, à Gizeh. Les pyramides et ce qui les accompagne constituent tout un symbole sur la richesse des civilisations africaines et la profondeur de l'histoire africaine qui s'inscrit définitivement dans la Durée. Le message fort qui s'en dégage est notre devoir de continuer et de passer le flambeau aux générations futures à travers une école réellement africaine qui entretient une éducation pour la culture, le panafricanisme et l'intégration continentale

L'ADEA se préoccupe de renforcer le lien entre éducation et formation en Afrique

(Extrait de www.adeanet.org, article publié le 9 novembre 2016)

Le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de la Côte d'Ivoire, en collaboration avec le Pôle de qualité inter-pays pour le Développement des compétences techniques et professionnelles (PQIP/DCTP) et l'ADEA ont lancé à Abidjan, les 7 et 8 novembre, un séminaire sur le thème « **Favoriser le Continuum-Education-Formation** ». Il s'agissait de trouver des solutions idoines pour accélérer l'accès universel à l'éducation et à la formation en Afrique.

Photo de groupe avec le Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, M. Paul Koffi Koffi (au centre) pendant la cérémonie d'ouverture de l'atelier. (Crédit Photo ADEA)

Ont participé à ce séminaire, connu les représentants des ministères d'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la Côte d'Ivoire, ainsi que des représentants du Secrétariat Exécutif de l'ADEA, de la Coopération Suisse en (DDC), de l'UNESCO, de la Cellule de Développement du Partenariat Ecole/Entreprise, des autres partenaires techniques et financiers, du secteur privé et des experts pays. Le séminaire avait pour but : (i) d'identifier 4 ou 5 dispositifs d'acquisition de connaissances et de compétences, mis en œuvre par les pays participants, qui sont porteurs d'un continuum effectif entre éducation et formation ; (ii) d'approfondir en commun la manière dont ces dispositifs pourraient être confortés au niveau national et mutualisés dans le cadre de coopération inter-pays ; et (iii) de faire des propositions de valorisation et de généralisation de ces dispositifs en vue de la conférence des ministres de 2017.

M. Paul Koffi Koffi, Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnel, qui a présidé la cérémonie d'ouverture, a rappelé, dans son discours, que « *le concept de DCTP lancé par l'ADEA, vise à promouvoir des politiques et des pratiques innovantes en Afrique en matière d'enseignement et de formation, à travers la mutualisation des réflexions, des expériences, des apprentissages et des savoirs, par le développement d'une vision holistique du système éducatif* ». Il a expliqué que seule une telle approche permettrait d'intégrer l'ensemble des voies et moyens, formels, non formels et informels de professionnalisation, susceptibles de permettre à un maximum de jeunes et d'adultes d'acquérir les compétences nécessaires à une insertion durable dans le monde du travail.

Le Coordinateur du PQIP-DCTP, M. Amara Kamaté, a focalisé son intervention sur la nécessité de renforcer la coopération inter-pays dans les domaines de la formation professionnelle, du développement des compétences techniques et professionnelles,

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

de la création et de l'insertion des jeunes dans le monde du travail. Le séminaire mettra à la disposition des Ministres du Pôle, une plateforme d'échange et de mise en commun des expériences réussies du Continuum-Education-Formation.

M. Shem Bodo, Chargé Principal des programmes à l'ADEA, a, au nom de Mme Oley Dibba-Wadda, Secrétaire exécutive de l'ADEA, rappelé que ce séminaire est la suite de ce qui a été initié à Abidjan en 2014 lors de la Conférence ministérielle sur «L'emploi des jeunes en Afrique». Pendant cette conférence, les ministres avaient identifié 3 domaines prioritaires pour le PQIP jusqu'en 2017 : (1) Mise en œuvre des expériences et mécanismes inter-pays pour la création d'emplois pour les jeunes ; (2) Appui aux investissements dans l'acquisition de compétences par les formateurs et les entrepreneurs ; et (3) Promotion de la mise en œuvre du continuum éducation-formation.

Pour conclure, Mr Bodo a rappelé l'importance des trois cadres de développement post-2015 pour l'Afrique, à savoir, (1) le Programme de Développement durable-ODD 2030, (2) l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et (3) la Triennale de l'ADEA de mars 2017 à Marrakech, au Royaume du Maroc.

La Secrétaire exécutive de l'ADEA invite l'Inde à participer à la Triennale de Marrakech 2017

(Extrait de www.adeanet.org de l'article publié le 9 novembre 2016

Le 31 octobre, Mme Oley Dibba-Wadda, Secrétaire exécutive de l'ADEA a rencontré S.E. Shri R. Ravindra, Ambassadeur de l'Inde auprès de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Libéria pour discuter d'un éventuel partenariat stratégique entre l'ADEA et l'Inde. La Secrétaire exécutive a profité de l'occasion pour inviter l'Inde à participer à la Triennale, événement phare de l'ADEA, qui se tiendra à Marrakech au Royaume du Maroc du 15 au 17 mars 2017.

Mme Oley Dibba-Wadda, Secrétaire Exécutive de l'ADEA et Son Excellence Shri R. Ravindra, Ambassadeur de l'Inde auprès de la Côte d'Ivoire (Crédit photo : ADEA)

Mme Dibba-Wadda a également informé S.E. Ravindra sur les activités de l'ADEA et a sollicité auprès de son Excellence une facilitation pour la mise en relation entre l'ADEA et les autorités indiennes en charge de l'éducation. Elle a précisé que l'association souhaiterait s'entretenir avec eux sur les possibilités d'établir une collaboration suivie pour le partage de connaissances et d'expériences sur l'éducation et la formation.

Avec «l'Alliance mondiale pour le Livre », l'ADEA et l'USAID soutiennent le développement de matériels didactiques en langues nationales

(Extrait de l'article de www.adeanet.org 5 décembre 2016)

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) encouragent la promotion des langues nationales en Afrique à travers l'Alliance mondiale pour le livre. Il s'agit de transformer et faire évoluer les pratiques actuelles en matière de conception, d'acquisition et de distribution de livres, afin de s'assurer que tous les apprenants ont les livres dont ils ont besoin, et dans les langues maternelles qu'ils maitrisent mieux. En Afrique, c'est l'ADEA qui apportera sa contribution pour le lancement et la promotion de cette importante initiative auprès des acteurs de la chaine du livre, des éducateurs, des communicateurs et des décideurs africains. L'Association confie

à son Groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs (GTLME) d'organiser, en étroite collaboration avec l'Alliance mondiale pour le livre et l'USAID, une série d'activités de terrain en 2016 et 2017 afin de sensibiliser et de plaider pour que soient mis en place, dans les pays, des mécanismes novateurs et efficaces dans la production, l'acquisition, la distribution et la gestion des manuels scolaires et des autres matériels de lecture dans les langues nationales. Ceci permettrait d'asseoir les bases solides et durables d'une éducation de qualité pour tous les apprenants.

« L'Alliance mondiale pour le livre » contribuera à doter l'enfant africain de matériels didactiques en langues maternelles (Crédit Photo : ADEA)

L'une des motivations de la création de l'*Alliance mondiale pour le livre* est liée à la grande pénurie de matériels de lecture appropriés et attrayants dans les langues maternelles, ce qui constitue une des barrières à l'amélioration des compétences en lecture des apprenants. En effet, ceux-ci ne peuvent généralement pas pratiquer la lecture dans les langues qu'ils parlent bien et comprennent le mieux. Et, sans une offre de matériels de lecture suffisante et de qualité, il est difficile d'intéresser les filles et les garçons à la lecture, de leur donner la possibilité de pratiquer la lecture.

Modèle d'éducation autochtone « TOUAREG »

Une contribution de Maitre El Moctar, coordonnateur national du GTENF/ Mauritanie

Le modèle d'éducation traditionnelle touareg prépare l'enfant, dès sa tendre enfance, à réaliser une harmonie entre la vie sur terre et le cosmos. Autrement dit, s'il est important pour l'enfant d'apprendre à déjouer les pièges de la vie sur terre, il est tout aussi utile pour lui de s'équiper spirituellement.

Cette ''philosophie'' du Monde part de l'idée que les êtres (humains et animaux), les plantes et même les matières inertes ont une âme et toute âme mérite respect et considération. La violence non nécessaire doit être bannie du comportement de l'être humain contre les animaux et les matières inertes car tout abus est générateur de déséquilibre du cosmos. Et cela peut engendrer la colère et la foudre de puissances surnaturelles. Ainsi par exemple, lorsque l'enfant en jouant frappe le sable ou un arbuste avec un bâton, on lui dit généralement que cela n'est pas bien et qu'un jour le sable ou l'arbuste se vengera. On le voit, l'éducation environnementale est une composante précoce chez l'enfant touareg. Chez les Touareg ante- islamiques, il n'y avait pas de sujets ou de thèmes strictement interdits. Tout a une explication et l'explication met dans une situation où chacun puisse saisir exactement le sens et la portée de ses actes afin qu'il puisse en répondre ou bénéficier alors même que dans les dogmes religieux, il y a des postulats que l'on ne devrait pas chercher à comprendre mais simplement appliquer.

La femme est la pièce nodale du système éducatif touareg « almoud », qu'il s'agisse de l'éducation des filles ou des garçons. Dès sa naissance, l'enfant reçoit un cadeau de ses oncles maternels ''ashiof'' (une sorte d'épargne), généralement un animal domestique. Cela n'est pas un hasard et cette tradition est à lire comme une volonté de mieux faire comprendre l'empreinte et le rôle de la femme dans l'organisation sociale, économique, culturelle et politique touarègue. « L'ashiof » est généralement une base pour constituer, plus tard, un petit troupeau personnel, qui permettra à l'enfant, devenu adulte, d'assurer son indépendance économique et de prendre un « bon départ » dans la vie.

De 0 à 7 ans, l'enfant reste sous la tente de ses parents. A cet âge, la mère est exclusivement responsable de son éducation. Plus tard, l'enfant pourra s'éloigner des tentes et surveiller, en

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

compagnie de ceux de son âge, les petits des animaux domestiques. Au cours de cette étape de sa vie, l'enfant commence à recevoir un enseignement de base. Il recevra oralement sous forme de contes et de devinettes, les explications à nombre de ses questions.

Les adultes sont très attentifs à l'éveil de l'esprit de l'enfant. La règle est que toutes les questions de l'enfant doivent être répondues. De telles questions portent généralement sur les attitudes des adultes, les comportements des animaux et les caractéristiques de l'environnement immédiat.

Les femmes commencent à lui apprendre, sur le sable, le « tifinagh » qui est l'écriture touareg et à lui enseigner les conventions sociales minimales. Pour le développement de la personnalité de l'enfant, la mise en confiance de celui-ci, dès le berceau, constitue l'élément central dans son éducation.

Tous ceux qui ont séjourné dans des campements Touaregs ont été surpris de voir des enfants en bas âge assister, comme les adultes, à des séances d'immolation d'animaux, à des concours de tir, à des petites opérations traditionnelles de chirurgie ou à des délivrances de femmes, toutes choses considérées comme violentes ailleurs et dont on tiendrait les enfants à l'écart.

Il s'agit de développer très tôt chez l'enfant, l'agilité de l'esprit, le sens de la participation et la nécessité de s'impliquer à la vie communautaire. À cet âge déjà on développe, ses capacités d'observation et son sens critique.

En milieu touareg, l'éducation de la première enfance est essentiellement assurée par la femme (Crédit photo : El Moctar)

Il/elle doit pouvoir mesurer précocement la nécessité et le prix de l'effort. En même temps on lui apprend à dominer ses sentiments et à comprendre que la vie n'est pas faite seulement que de jeux. La survie dans le Sahara l'impose. Il faut une vigilance sans faille. Car la moindre erreur peut avoir les conséquences dramatiques.

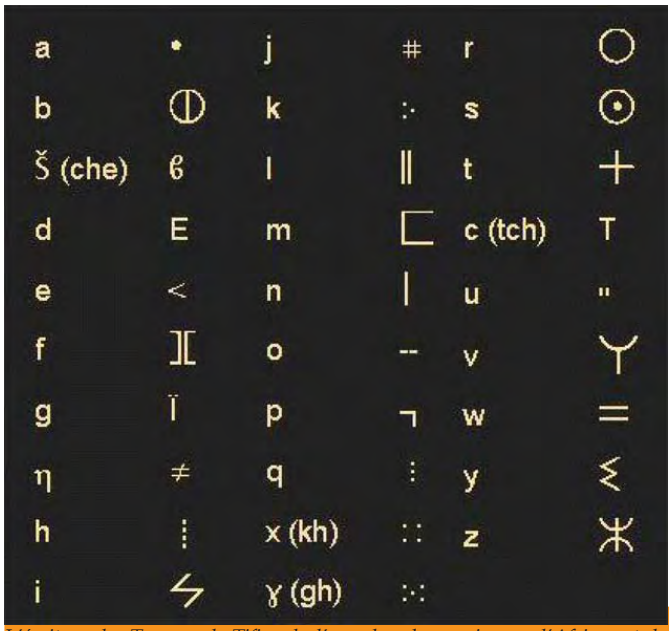
Ainsi l'enfant apprend vite comment se comporter en situation de détresse (manque d'eau, manque de nourriture, piqure de scorpions, etc.).

Un troupeau en pâture (Crédit Photo : DR)

L'enseignement que lui prodiguent les femmes et les autres adultes se poursuivra à travers le livre à « ciel ouvert » que représente la nature et par des exercices pratiques. Il reconnaîtra les inscriptions tifinagh que lui aura enseignées la femme du campement ; au détour d'une paroi montagneuse, sur les objets usuels ou à travers les marques que portent les animaux (ce sera son livre d'histoire). Ainsi quand l'enfant rencontre, dans les pâturages, des troupeaux qu'il n'a jamais vus, il pourra déterminer à partir de leurs marques à quelle famille ou à quelle tribu ils appartiennent. Si les animaux sont sans berger, l'enfant comprendra immédiatement que ceux-ci se seraient échappés de leurs maitres et se seraient se sont égarés. En conséquence, il prendra des mesures conservatoires.

Il saura pister à la trace un chameau, une vache et pourra même reconnaître rien qu'aux empreintes, s'il s'agit d'une femelle ou d'un mâle. Il saura distinguer, rien qu'à la manière dont un chameau contourne les arbres ou les obstacles, si l'animal est borgne et surtout de quel œil, le droit ou le gauche. Les premières

traces que l'enfant apprend à reconnaître sont naturellement ceux de son père et de sa mère. Les sons d'animaux qu'il repère en premier lieu sont ceux des animaux de sa famille.



L'écriture des Touareg, le Tifinagh, l'une des plus anciennes d'Afrique et du monde

… (A suivre) …

L'Education non formelle au Maroc veut attirer 70.000 bénéficiaires en 2017

(Extrait de l'article de Meryem Laftouty paru dans Aujourd'hui Maroc)

Pas moins de 69.642 élèves ont profité des programmes de l'éducation non formelle durant l'année scolaire 2015-2016. Ceci a permis d'offrir à ces jeunes, n'ayant pas pu accéder à l'école ou ayant quitté ses bancs prématurément, une deuxième chance pour pouvoir poursuivre leur scolarisation. Parmi eux, 29.873 sont bénéficiaires du programme de l' «Ecole de la 2ème chance (E2C)», selon le bilan de la direction de l'éducation non formelle. Ce premier programme a été mis en place à travers des conventions de partenariat entre le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle et 430 associations.

Pour ce faire, lesdites associations ont recruté 1.188 animateurs dont 49% dans le milieu rural. A la fin de l'année scolaire 2015-2016, le programme de l'E2C a permis la réinsertion de 10.620 élèves dont 6.818 ont pu poursuivre leur cursus de l'éducation formelle, et 3.802 ont pu intégrer le cycle de la formation professionnelle. Soit 36% du total des inscrits à ce premier programme.

C'est ainsi que l'E2C assure l'accompagnement pédagogique des enfants âgés entre 9 et 16 ans qui, à cause de leur situation précaire, ont dû abandonner l'école. Ces enfants sont pris en charge par des associations pendant un an avant de réintégrer l'enseignement public ou la formation professionnelle. Le budget alloué à cette opération est de 1.200DH/an/enfant, fourni par le ministère de l'éducation nationale. Quant à la formation qu'assurent les associations, il s'agit d'un «recyclage», selon la direction de l'éducation non formelle, qui permet la remise à niveau des jeunes bénéficiaires par rapport aux langues principales (français-arabe) et les mathématiques. Durant cette même période, les élèves sont soumis à des contrôles et examens, et même des visites des inspecteurs de l'éducation nationale. A la fin de l'année de réintégration, l'élève passe un examen qui lui permet d'intégrer l'école de l'enseignement public s'il est encore âgé entre 10 et 11 ans.

Des apprenants d'une «Ecole de la 2ème chance » dans une salle de classe au Maroc (Crédit Photo : DR)

Il peut être également orienté vers la formation professionnelle, s'il est âgé de 15 ans et plus. A rappeler que cette initiative a été introduite en 2010. Elle vise non seulement à garantir la réussite des enfants issus du programme E2C et

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

qui ont été insérés dans le système formel, mais aussi les enfants ayant bénéficié de l'insertion directe à travers les opérations « Caravane » ou « Child to Child ». A cet effet, 3.056 bénéficiaires du programme de l'accompagnement scolaire ont profité de l'insertion directe dans l'éducation formelle à la fin de l'année scolaire 2015-2016. En ce qui concerne le programme de la mobilisation communautaire et la veille éducative (l'opération Child to child et l'opération Caravane de mobilisation communautaire), 36.713 élèves ont été intégrés via le programme, dont 6.816 immigrés. Les bénéficiaires de ce dernier programme ont bénéficié d'une insertion directe que ce soit des élèves déscolarisés (qui ont été contraints à quitter l'école), et aussi des non scolarisés (qui n'ont jamais suivi de cursus scolaire).

Au Maroc, les programmes d'enseignement couvrent l'arabe et le français (Crédit photo : DR)

Les objectifs pour l'année scolaire 2016-2017

Poursuivant ses efforts contre l'abandon scolaire et l'analphabétisme, le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle œuvre en cette année 2016-2017 à faire bénéficier 70.000 enfants et jeunes des différents programmes de l'éducation non formelle (ENF). Il compte également poursuivre l'instauration et le développement du programme Ecole de la 2ème chance-Nouvelle Génération (E2C-NG) pour la mise à niveau éducative et l'insertion socioprofessionnelle.

Et pour ce faire, la tutelle compte mettre à niveau l'arsenal institutionnel des programmes de l'ENF (certification, passerelles, gestion des centres). Aussi il est nécessaire d'améliorer la qualité des services desdits programmes. Le renforcement de la qualité de la gestion des programmes fait aussi partie des objectifs du ministère, en assurant la formation des intervenants dans le système d'information, suivi et évaluation, etc. Le ministère compte mettre en place l'expérience pilote de l'éducation non formelle numérique et le collège non formel, sans négliger la nécessité de développer un curricula de l'insertion pédagogique des enfants des immigrés.

Pour plus de détails, voir : http://aujourdhui.ma/societe/education-non-formelle-lecole-de-la-deuxieme-chance-veut-attirer-70-000-beneficiaires-en-2017

90 000 enfants non-scolarisés bénéficient des classes de l'éducation non formelle pour l'année 2016-2017 au Maroc

(Article paru dans Yabiladi No : 47572 du 07-10-2016)

Quelque 90 000 enfants et jeunes non-scolarisés ont bénéficié des classes de l'éducation non formelle (ENF) au titre de l'année scolaire 2016-2017, qui a débuté le 10 octobre.

« La rentrée scolaire des classes de l'ENF coïncide avec la Journée nationale de l'éducation non formelle et de la lutte contre l'analphabétisme », indique vendredi le ministère de l'Éducation et de la formation professionnelle dans un communiqué, soulignant que cette opération, menée en partenariat avec la société civile, vise à offrir aux enfants déscolarisés et non-scolarisés une seconde chance en les intégrant à l'enseignement formel, à la formation professionnelle ou dans la vie active. Selon la même source, le nombre des élèves bénéficiaires des programmes d'éducation non formelle pour l'année scolaire précédente (2015-2016) s'est élevé à 64 465, dont 808 élèves (garçons et filles) non-scolarisés ont été réinsérés directement dans les cycles de l'enseignement primaire et secondaire à travers le programme de mobilisation sociale.

Parmi les bénéficiaires, figurent également 2

3. NOUVELLES DES GROUPES DE TRAVAIL PAYS ET DES PARTENAIRES

598 enfants qui profiteront du « programme de la deuxième-nouvelle génération », visant la qualification pédagogique des jeunes non-scolarisés, leur accompagnement pour les orienter et leur intégration socioprofessionnelle, ajoute le communiqué.

La rentrée scolaire des classes d'ENF de l'année précédente s'est caractérisée par l'intégration éducative des migrants dans le cadre de la stratégie nationale de l'immigration et de l'asile, note le communiqué. En tout, 422 enfants d'immigrants en plus de 6 905 étrangers inscrits au sein de l'enseignement scolaire normal ont bénéficié des cours d'éducation non formelle.

Source : www.yabiladi.com/articles/details/47572/enfants-non-scolarises-beneficient-classes-l-education.html

4. PUBLICATIONS

3eme Rapport mondial sur l'Apprentissage et l'Éducation des Adultes

Publié en 2016 par l'institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, le 3e Rapport mondial répond à trois objectifs :

- analyser les résultats d'un suivi des États membres de l'UNESCO pour établir si les pays remplissent les engagements pris à CONFINTEA VI ;
- promouvoir l'apprentissage et l'éducation des adultes par des preuves de leurs effets positifs sur la santé et le bien-être, l'emploi et le marché du travail, ainsi que la vie sociale, civique et communautaire ; et
- fournir une plate-forme de débat et d'action aux niveaux national, régional et international.

Ce rapport insiste sur les points suivants :

- Les pays enregistrent des progrès remarquables dans tous les domaines du cadre d'action de BELEM de 2009 ;
- L'apprentissage et l'éducation des adultes sont une composante essentielle de l'apprentissage tout au long de la vie et apporteront une contribution majeure au programme de développement durable à l'horizon 2030 ;
- La faiblesse des niveaux d'alphabétisation des adultes demeure alarmante ;
- Les inégalités entre les sexes sont toujours préoccupantes ;
- Malgré des progrès notables dans le suivi et l'évaluation depuis 2009, les données de base sur l'apprentissage et l'éducation des adultes demeurent insuffisantes et leurs effets réels sont mal compris ;
- Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030, le développement de l'apprentissage et de l'éducation des

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

adultes constituent des outils à privilégier pour donner aux individus les moyens de répondre aux exigences du futur.

Ce rapport mérite que son contenu soit bien connu par les différents acteurs du domaine de l'éducation. Il peut être téléchargé sur le lien suivant : ***unesdoc.unesco.org/images/0024/002459/245917f.pdf***

2ème Forum ministériel africain sur l'Intégration des TIC dans l'Éducation et la Formation

Le Rapport du Deuxième forum ministériel sur les TIC, tenu du 7 au 9 juin 2016, à Abidjan, présente les grandes lignes pour une introduction réussie des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication dans l'enseignement et l'administration scolaire.

Ce sujet est une préoccupation majeure de l'ADEA qui en est à sa deuxième édition de cette rencontre continentale de décideurs politiques en éducation. Ce forum est un mécanisme de dialogue politique entretenu par l'ADEA et ses principaux partenaires y compris la BAD, l'UNESCO, l'ISESCO, les États membres.

Cette fois, il a rassemblé plus de 150 participants provenant de 37 pays africains, de partenaires spécialisés dans le domaine des Nouvelles Technologies et de spécialistes reconnus au plan mondial.

Le forum a été structuré autour de sept (7) sessions thématiques qui couvrent l'ensemble des préoccupations de ceux qui sont en charge d'introduire, de renforcer et de pérenniser l'usage de ces technologies dans le curriculum des systèmes éducatifs africains :

- TIC nationales dans les politiques et stratégies d'éducation et de formation – leçons apprises ;
- Autonomiser les populations marginalisées par des initiatives d'éducation basées sur les TIC ;
- TIC et Développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) pour l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat : modèles prometteurs ;
- Applications des TIC dans l'enseignement/l'apprentissage de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) – leçons apprises ;
- Intégration des TIC, leadership partagé et cohérence des politiques ;
- Les TIC et l'éducation dans les zones et les régions confrontées à des crises et conflits ;
- Sociétés du savoir inclusives et rôle de l'éducation et des TIC.

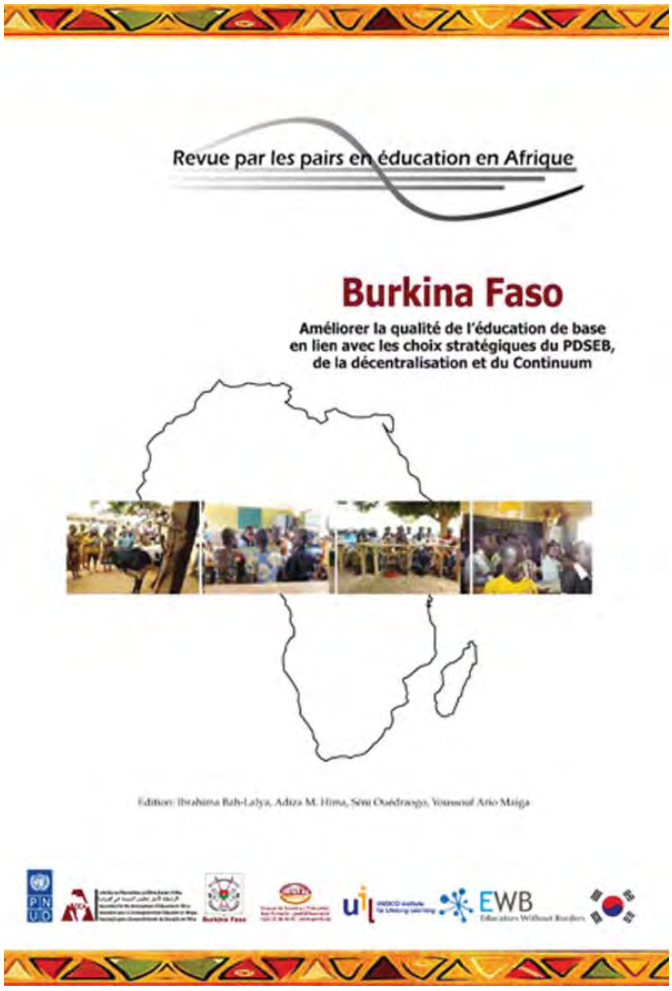
Des présentations très documentées et des discussions nourries ont permis de tirer des leçons des différentes expériences en cours sur le continent et de formuler des recommandations visant à mieux intégrer les TIC dans l'éducation

et à développer les compétences nécessaires au niveau des apprenants et des systèmes éducatifs, en ce 21ème siècle caractérisé par une mondialisation effrénée et par l'importance de la plus-value qu'apportent le savoir et le savoir-faire. Parmi ces recommandations, les participants ont particulièrement insisté sur ce qui suit :

- S'engager dans des stratégies régionales et nationales partagées et des actions des programmes de transformation au niveau du continent ;
- Renforcer les partenariats public-privé pour accélérer l'opérationnalisation des décisions politiques.
- Considérer les TIC comme un levier de changement dans l'éducation formelle, informelle et non formelle ;
- Développer chez l'apprenant des capacités de conception et de résolution de problèmes pour s'adapter aux postes de travail du 21ème siècle ;
- Adapter les cadres de qualification régionaux et nationaux pour des accréditations et des certifications diversifiées ;
- S'engager dans des réseaux multi-secteurs, multipartenaires, multi-systèmes pour réaliser les actions prioritaires des stratégies

Les performances du système éducatif burkinabè revues par les pairs de l'ADEA

Une revue par les pairs a été conduite au Burkina Faso dans le cadre de la coopération que ce pays a toujours entretenue avec l'ADEA et ses partenaires en particulier le PNUD et la Corée du Sud. Le thème a porté sur l'amélioration de « *la qualité de l'éducation de base en lien avec les choix stratégiques du PDSEB, de la décentralisation et du Continuum* ».



Le rapport de 146 pages qui a été produit par les pairs, est un outil pour aider ce pays à améliorer ses politiques et ses pratiques éducatives dans la perspective de faire du Burkina un pays émergent en 2025.

Trois axes thématiques avaient été identifiés pour cette revue : (i) l'examen de la cohérence, de la pratique et de la faisabilité du curriculum de l'éducation formelle ; (ii) l'arrimage du curriculum de l'éducation formelle avec celui de l'éducation non formelle en vue de construire un curriculum fédérateur de l'éducation de base avec des passerelles fonctionnelles et ; (iii) l'intégration de la formation pré-professionnalisante dans le curriculum de l'éducation de base.

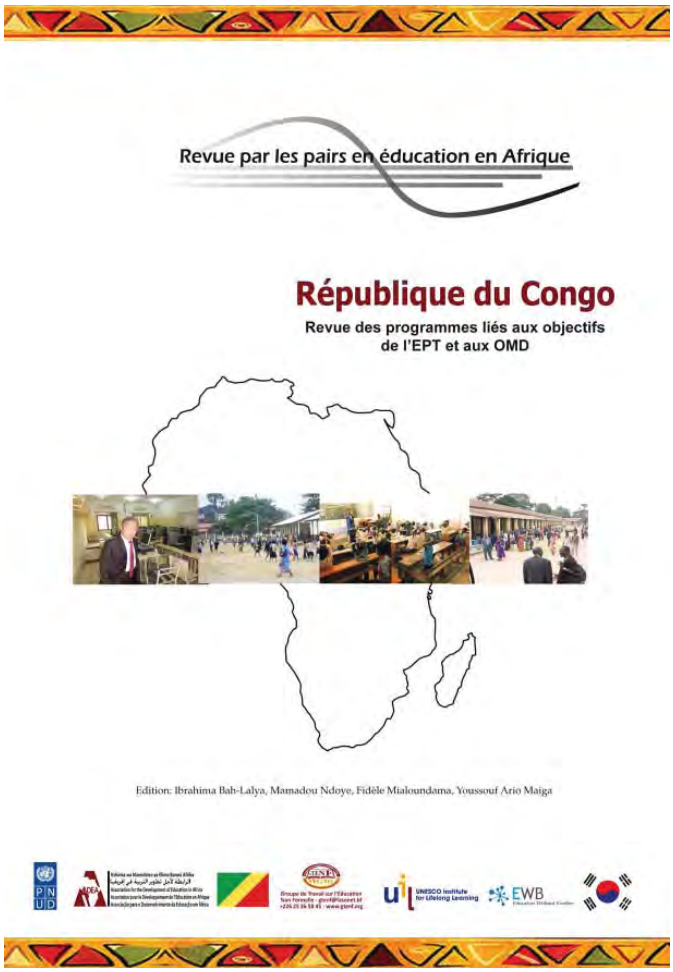
Une analyse diagnostique des programmes éducatifs fut faite et a permis de formuler des propositions de politiques éducatives devant

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

améliorer l'accès, la qualité des apprentissages, l'équité et la gouvernance.

Une soixantaine de recommandations ont été formulées pour l'ensemble des trois axes thématiques parmi lesquelles 14 ont été sélectionnées pour une mise en œuvre à court terme. Actuellement, 10 de ces recommandations sont déjà prises en compte dans les réformes éducatives burkinabè. Le MENA a assuré que les autres seront implémentées dès que les moyens seraient disponibles.

Les pairs de l'ADEA ont contribué à la revue des programmes EPT et OMD de la République du Congo



Le Congo Brazzaville est un exemple pratique d'un pays qui est passé par une longue période de troubles et qui a pu se réorganiser grâce à deux programmes nationaux majeurs : la nouvelle espérance qui s'est focalisé sur la reconstruction du pays après la guerre civile et le chemin d'avenir qui s'est plutôt intéressé, une fois la paix revenue, à faire du Congo un pays socialement stable et économiquement développé.

Ces programmes ont pu être réalisés grâce notamment à une bonne gestion de la manne pétrolière et à une politique sociale tournée vers la paix entre les différentes composantes régionales qui constituent une mosaïque nationale riche et complexe.

La revue commanditée par le gouvernement congolais et appuyée par l'ADEA et ses partenaires et coordonnée par le ministre Mamadou Ndoye a permis de constater les progrès remarquables accomplis par le système éducatif congolais. Cependant, dans le souci de parfaire les réalisations éducatives, il y a quelques domaines qui méritent une attention soutenue des autorités. La déperdition scolaire est encore forte ; la formation et le déploiement du personnel doivent être améliorés ; le besoin des jeunes doit être mieux pris en compte ; les pratiques de gestion administrative peuvent être modernisées grâce aux nouvelles technologies qu'il faut par ailleurs mieux développer dans l'enseignement ; un meilleur équilibre et des programmes éducatifs ciblés peuvent être trouvés par rapport aux zones (urbaines, semi-urbaines, rurales), aux régions (les différentes provinces du pays) et aux groupes de populations (bantu, 'autochtones' et autres).

Par rapport à ces questions, les pairs ont formulé des recommandations dont 14 ont été acceptées et validées par le Gouvernement et ses partenaires.

5. DERNIERES NOUVELLES

I.C.I_PARTENAIRE ENTREPRISES recherche un charge de programme pour le compte du bureau de la Coopération suisse au Burkina

référence de l'OFFRE : I.C.I P.E. recrute 2016/

Tâches principales :

- Assurer le suivi (opérationnel et financier) et l'évaluation des activités financées par la Coopération suisse au Burkina Faso principalement dans le domaine de l'éducation de base et ponctuellement dans le domaine de la formation professionnelle;
- Etre polyvalent et assurer une bonne synergie avec les autres programmes
- Etre l'interlocuteur de certains de nos partenaires ;
- Participer à l'identification et à la formulation de nouvelles actions ;
- Rédiger divers documents, (terme de référence, documents de projet, capitalisation…) ;
- Représenter le bureau dans les travaux des cadres sectoriels de dialogue ainsi que certains cadres de concertation thématique et contribuer à la coordination et l'harmonisation de l'aide dans son secteur ;
- Contribuer activement aux discussions internes sur l'ensemble du programme suisse ;
- Participer à la gestion et au partage de la connaissance, au sein de réseau d'échanges.

Conditions requises

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (bac + 5) ;
- Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation de base et dans la formation professionnelle est souhaitable ;
- Avoir des connaissances et compétences en gestion de programme de développement ;
- Etre disponible à 100% et apte à effectuer des déplacements réguliers à l'intérieur du pays et ponctuels dans la sous-région ;
- Avoir une bonne maitrise des outils informatiques usuels ;
- Avoir une maitrise de l'anglais pour le travail ;
- Les candidatures féminines sont encouragées.

Aptitudes requises

- Etre synthétique et analytique dans ses interventions et l'élaboration des documents ;
- Etre capable de formuler des recommandations précises et argumentées ;
- Savoir travailler et être à l'aise en équipe, tout en étant très autonome dans son travail ;
- Savoir être autocritique et faire des critiques constructives ;
- Avoir une aptitude à travailler en équipe et dans un milieu multiculturel ;
- Avoir une bonne capacité d'organisation, de priorisation et d'ajustement pour travailler dans des délais courts ;
- Avoir le sens de l'initiative et de la prise de responsabilité ;
- Etre flexible, polyvalent et accepter des tâches imprévues.

Composition du dossier de candidature

- Un curriculum vitae détaillé (maximum 4 pages)

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

- Une lettre de motivation
- Une copie légalisée des diplômes
- Les certificats de travail et / ou lettre de recommandation
- Un extrait d'acte de naissance
- Un casier judiciaire datant de moins de trois mois

Un certificat de nationalité

Merci de faire parvenir votre dossier **au plus tard le jeudi 19 janvier à 18h00 mn à :**

- **ICI Partenaire Entreprises**, 40 avenue Kwamé N'Krumah – 01 BP 6490 Ouagadougou 01

  Tél. : +226 25 31 05 53 / 80 – Ouagadougou – Burkina Faso

- ou par mail : recrutement@ici-partenaire-entreprises.com

In Memoria

Birago DIOP ne nous rappelait-t-il pas que :

« Ceux qui sont morts ne sont jamais partis

Ils sont dans l'ombre qui s'éclaire

Et dans l'ombre qui s'épaissit »

Le 16 octobre 2016, il a plu au bon Dieu de rappeler auprès de lui notre regretté Amadou Wade Diagne.

Expert en éducation sénégalaise et Directeur du Cabinet AWADIA-SARL, Mr Amadou Wade Diagne a fait du combat contre l'analphabétisme en Afrique son cheval de bataille. Il a travaillé avec le GTENF depuis que le Groupe fonctionnait, à Ouagadougou, au sein de la Coopération Suisse.

Il a élaboré plusieurs documents cardinaux dont les référentiels pour la mise en place du FONAENF, la structure qui coordonne et régule actuellement l'essentiel du financement en direction des ONG et des associations s'occupant de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle au Burkina Faso. Il a été déterminant dans la contribution du non formel pour la Triennale 2012 de l'ADEA. Il a en particulier, conduit les travaux de synthèse des études du GTENF. Mais au-delà de ses capacités scientifiques, notre regretté Amadou Wade Diagne se distinguait par son humilité, sa sensibilité et son inlassable combat contre l'ignorance au sein des populations africaines.

Que son âme repose en paix et que la Terre lui soit légère !!!

Feu Amadou Wade Diagne lors de l'une de ses consultations sur le terrain

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Bonne et Heureuse Année 2017

Happy New Year 2017

الجديدة للسنة تمنياتي أفضل

Kibare, le lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle en Afrique

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF)
Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11 - Burkina Faso - Tél. : +226 25 36 58 45 - www.gtenf.org

Bulletin du Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle de l'ADEA